



**PRÉFET
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfet de région

**Décision de l'Autorité chargée de l'examen
au cas par cas sur le projet dénommé
« construction de deux bâtiments »
sur la commune de Châtuzange-le-Goubet (26)
(département de la Drôme)**

Décision n° 2026-ARA-KKP-6673-
N20937

DÉCISION
à l'issue d'un examen au cas par cas
en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement

Le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes,

Vu la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2, R.122-3 et R.122-3-1 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2026-132 du 19 mai 2026 du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes portant délégation de signature en matière d'administration générale, d'ordonnancement secondaire et de pouvoir adjudicateur à M. Olivier David, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté n° DREAL-SG-2026-047 du 20 mai 2026 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes portant subdélégation de signature aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes en matière d'administration générale ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 2026-ARA-KKP-6673-N20937, déposée complète par SCI AAS Finances le 21 juillet 2026, et publiée sur Internet ;

Vu la contribution de l'agence régionale de la santé (ARS) en date du 6 août 2026 ;

Considérant que le projet consiste notamment en la création de deux bâtiments à destination économique sur la route des Pinets à Châtuzange-le-Goubet (26) ;

Considérant que le projet prévoit, sur un terrain d'une superficie de 9 085 m², les aménagements suivants :

- deux bâtiments pour une emprise au sol maximale de 2 906 m² dont 500 m² de surface de vente ;
- des voies de circulation en enrobé desservant les bâtiments ;
- 59 places de stationnement aériens en dalles alvéolaires perméables ;
- des emplacements vélo et de cheminements piétons ;
- la plantation de 23 arbres et le maintien de 3 554 m² en pleine terre ;

Considérant que le projet présenté, soumis à permis de construire et déclaration loi sur l'eau, relève de la rubrique 41a. « aires de stationnement ouvertes au public de 50 unités et plus » du [tableau](#) annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet est situé en dehors :

- de tout périmètre d'inventaire ou de protection de la biodiversité et des milieux naturels ;
- des périmètres de protection établis au titre des articles L. 1321-2 et L. 1322-3 du code de la santé publique, concernant les eaux destinées à la consommation humaine et les eaux minérales naturelles ;
- de toute zone réglementée par un plan de prévention des risques ;
- de tout périmètre de protection des monuments historiques, de sites inscrits ou classés, et de sites patrimoniaux remarquables ;
- de sites et sols pollués référencés dans les bases données Géorisques ;
- de secteurs affectés par le bruit ;

Considérant qu'en matière :

- de consommation d'espace :
 - le projet s'inscrit en zone 1AUyc (zone à urbaniser à dominante économique) du PLU¹ communal faisant l'objet d'une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) n°2 ;
 - les espaces de pleine terre représentent 3 554 m², soit 39 % de la surface du terrain, les surfaces imperméabilisées sont limitées et le projet ne comporte aucune démolition ;
- de biodiversité et de milieux naturels :
 - le terrain d'assiette est nu (aucune construction, aucun arbre ni clôture présents sur le terrain) et est exploité en culture, il ne présente pas d'enjeu particulier pour la biodiversité et les milieux naturels ;
 - le projet prévoit la plantation de 23 arbres de hautes tiges d'essences locales et variées accompagnés d'une végétation naturelle dense, formant un ensemble boisé ;
- d'eau potable et d'eaux usées : le projet prévoit le raccordement des constructions en limite de terrain aux réseaux d'eau potable et d'eaux usées via la RD 149 ;
- d'eaux pluviales : le projet, soumis à déclaration loi sur l'eau au titre de la gestion des eaux pluviales, prévoit la réalisation d'ouvrages d'infiltration (noue d'infiltration paysagère et stationnements en dalles alvéolaires perméables) assurant la gestion des eaux pluviales à la parcelle ;
- de mobilité :
 - le projet générera des déplacements liés à la clientèle, au personnel et aux livraisons ; le dossier précise que ces déplacements seront limités du fait de la taille restreinte de l'opération ;
 - le projet prévoit l'accès des véhicules via la route des Pinets (voie au trafic faible) et non directement sur la RD 149 pour ne pas surcharger cet axe principal ;
- de paysage et de patrimoine :
 - le projet prévoit la réalisation de franges paysagères de transition telles que prévues par l'OAP n°2 (transition avec la zone agricole, traitement qualitatif le long de la RD 149 et transition entre secteurs commercial et artisanal) ;
 - le secteur d'implantation du projet est concerné par la présence potentielle de vestiges antiques ; le maître d'ouvrage s'engage à se conformer aux prescriptions éventuelles du services régional de l'archéologie au titre de l'archéologie préventive ;
- de changement climatique :
 - le projet prévoit, en toiture, la pose d'une surface minimale de 883 m² de panneaux solaires photovoltaïques (soit au moins 30 % de l'emprise au sol du projet) ;
 - il prévoit également la mise en place d'infrastructures de recharge des véhicules électriques ;

Considérant qu'en phase travaux, le chantier fera l'objet des mesures de limitation des nuisances : gestion des poussières, du bruit et des déchets de chantier, prévention des pollutions accidentelles des sols et des eaux ;

Concluant, au regard de tout ce qui précède, compte-tenu des caractéristiques du projet présentées dans la demande, des enjeux environnementaux liés à sa localisation et de ses impacts potentiels, que le projet ne justifie pas la réalisation d'une étude d'évaluation environnementale.

DÉCIDE

Article 1^{er} : Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet de construction de deux bâtiments , enregistré sous le n° 2026-ARA-KKP-6673-N20937, présenté par SCI AAS Finances, concernant la commune de Châtuzange-le-Goubet (26), n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

¹ Le PLU de Châtuzange-le-Goubet a été approuvé le 26 juin 2023.

Article 2 : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet négatif notable sur l'environnement.

Article 3 : La présente décision sera publiée sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait le

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur par subdélégation,
Cheffe de pôle déléguée AE

Carole
SEMICHON
carole.semichon
on

Signature numérique
de Carole SEMICHON
carole.semichon
Date : 2026.08.11
10:48:41 +02'00'

1°) Cas d'une décision soumettant à évaluation environnementale

La décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux direct. Toutefois, sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VII de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement et doit être effectué dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa mise en ligne sur internet. Ce recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

Où adresser votre recours ?

- RAPO

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE
69453 LYON cedex 06

Le RAPO doit être déposé via le téléservice de l'évaluation environnementale (sur lequel la demande d'examen au cas par cas a été déposée initialement) accessible à l'adresse suivante : <https://evaluation-environnementale.ecologie.gouv.fr/>

- Recours contentieux

Madame la Présidente du Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69433 LYON Cedex 03

Le recours contentieux doit, de façon obligatoire ou facultative, être déposé via l'application informatique ou le téléservice dédié (<https://www.telerecours.fr/>), dans les cas définis par le code de justice administrative (articles R.414-1 et suivants)

2°) Cas d'une décision dispensant d'évaluation environnementale

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire :

- elle peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet, en application des dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration ;
- elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct ; comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant le projet.

Où adresser votre recours ?

- Recours gracieux

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE
69453 LYON cedex 06

Le recours gracieux doit être déposé soit par courriel à l'adresse suivante : ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr soit par voie postale à l'adresse susmentionnée

- Recours contentieux

Auprès du tribunal administratif territorialement compétent pour connaître du recours contentieux contre l'acte relatif à l'autorisation (cf. article R. 312-1 du code de justice administrative).

Le recours contentieux doit, de façon obligatoire ou facultative, être déposé via l'application informatique ou le téléservice dédié (<https://www.telerecours.fr/>), dans les cas définis par le code de justice administrative (articles R.414-1 et suivants)